Non à l’ingérence étrangère au Venezuela

Le 26-02-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Appel à la solidarité internationale des peuples

Par le Bureau politique du Pardem

le 26 février 2019

Le Pardem (Parti de la démondialisation) s’élève contre la nouvelle tentative de coup d’État et l’intervention impérialiste contre le Venezuela orchestrées et convoquées par le gouvernement des États-Unis. Celui-ci a donné le coup d’envoi à une stratégie qui a amené en quelques heures à l’auto-proclamation, sans passer par des élections, de Juan Guaidó, véritable usurpateur, en tant que « président » du Venezuela. À la suite de cette auto-proclamation a eu lieu une « reconnaissance » de ce présumé nouveau président par la pseudo « communauté internationale », une cinquantaine de pays parmi les 193 Etats membres de l’ONU par ailleurs, tous néo-conservateurs, néolibéraux ou même néo-fascistes de la région et du monde. L’Organisation des États américains (OEA), les pays de la région qui ont signé la « Déclaration de Lima » ainsi que la France et certains pays de l’Union européenne se sont également immédiatement subordonnés aux plans impérialistes étatsuniens, reconnaissant le « mandat présidentiel » illégitime de Guaidó, mettant en place un blocus du

Venezuela puis, sous prétexte d'aide humanitaire, cherchent à justifier une intervention armée.

Le Pardem soutient les campagnes condamnant cette tentative de coup d'État et d'intervention impérialiste, qui viole la souveraineté nationale du Venezuela.

Le Pardem appelle à la mobilisation populaire, unitaire, internationaliste et démocratique la plus large possible contre le coup d'État, ce qui signifie que, quelles que soient nos différences et nos critiques à l'égard du gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela, il ne saurait y avoir aucune issue par le biais d'un coup d'État impérialiste.

Le Pardem dénonce l'ingérence de l'Union européenne dans les affaires intérieures d'un pays souverain, piétinant au passage la charte fondatrice des Nations Unies.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, impose à toutes les nations de laisser le peuple vénézuélien, libre, souverain, décider démocratiquement de son avenir.

Les problèmes politiques, sociaux et économiques du Venezuela ne peuvent être résolus démocratiquement que sans des interventions impérialistes, intérieures ou extérieures, qui n'ont aucune crédibilité au regard du prétexte proclamé par ceux qui le foulent, de la défense de la « démocratie et des droits de l'Homme ».

Des secteurs populaires, exaspérés par la situation économique du pays, par les difficultés, les contradictions et les choix du gouvernement, sont descendus dans la rue pour manifester leur volonté de changement. Mais ce n'est pas en se plaçant sous la coupe de l'oligarchie nationale, du néolibéralisme mondialisé et des forces américaines, réactionnaires et néo-fascistes internationales que la situation économique et sociale s'améliorera au Venezuela.

À l'heure actuelle, les protagonistes du coup d'État tentent de provoquer une guerre civile et/ou une intervention directe de puissances étrangères. Un conflit armé serait un scénario catastrophique pour les peuples de la région et permettrait une nouvelle récupération des ressources pétrolières du pays par les grands oligopoles internationaux. Il permettrait aussi de réprimer, dans le sang, la révolution bolivarienne et les mouvements révolutionnaires de la région.

Le Pardem appelle toutes les forces révolutionnaires, progressistes, toutes les forces attachées à la souveraineté nationale des États, à la souveraineté populaire et à la démocratie à se mobiliser contre cette nouvelle intervention impérialiste et à défendre la souveraineté du peuple Vénézuélien.

Le grand peuple vénézuélien sait comment résoudre ses problèmes politiques, sociaux et économiques de manière démocratique et pacifique, sans sabotage de son économie par le néolibéralisme, sans menace d'intervention armée et en respectant la majorité exprimée dans les urnes.

Le grand peuple vénézuélien n'a pas non plus besoin des « conseils et analyses » de la gauche de France ou d'ailleurs qui, fière de sa pureté idéologique illusoire, fait la leçon à la planète entière. Forte en gueule, elle n'a apporté, depuis des dizaines d'années, aucune avancée en faveur des classes dominées mais a participé à tous les reculs. La « pensée de gauche » rejoint et souvent précède, sur le terrain de la démocratie aussi, la pensée néolibérale. Quand nos auto-proclamés professeurs en toute matière ne critiquent pas uniquement les dirigeants Vénézuéliens, ils les mettent sur le même plan politique que D. Trump. La décence serait qu'ils se taisent et surtout qu'ils se fassent oublier.

Non aux tentatives de coup d'État au Venezuela !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire